

**CONTRIBUABLES
ASSOCIES**

TROP DE DÉPENSES PUBLIQUES C'EST TROP D'IMPÔTS



**16 JUILLET
2007**

**ENFIN LE JOUR DE
LIBÉRATION FISCALE !**



En 2007, ce n'est qu'à partir du 16 juillet que les Français cesseront de travailler pour le seul profit de l'État et pourront enfin bénéficier des fruits de leur labeur. Au total, l'État leur aura ponctionné 196 jours !

16 juillet : jour de libération fiscale

L'ÉTAT CONFISQUE...

*Chaque année,
le secteur public dévore plus
de la moitié du fruit de notre travail*



« J'ai fait la moitié du spectacle pour l'État, maintenant j'attaque l'autre moitié pour moi », annonce dans l'un de ses sketches l'humoriste Gad Elmaleh. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, l'avait confirmé en septembre 2005 :

« Les Français travaillent du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet pour l'État, ça me semble suffisant. »

Encore l'actuel président de la République restait-il en-deçà de la vérité : depuis 2004, les Français n'ont pas été libérés de la corvée publique avant le 16 juillet.

La date de libération fiscale se calcule en fonction de l'importance de la dépense publique par rapport au PIB : 53,5 % en 2007 selon l'OCDE¹. Concrètement, cela signifie que **53,5 % de la richesse créée par les Français au cours de l'année nourrit la dépense publique** ; ou encore que **chaque euro gagné par nos compatriotes est amputé de 53,5 centimes au profit de la sphère publique**. 53,5 % des 365 jours que compte l'année, cela fait aussi 196 jours.

¹ À s'en tenir aux prévisions gouvernementales (52,9 % de dépenses publiques), le jour de libération fiscale tomberait le 13 juillet. Les chiffres de l'OCDE sont plus neutres, donc plus crédibles.

*Chaque année,
les Français donnent 196 jours à l'État*

... LES ADMINISTRATIONS DÉPENSENT...

*Le mammoth administratif
s'engraisse aux dépens
des contribuables*

La dépense publique n'est plus repassée sous la barre des 50 % depuis 1991 ! Si elle avait seulement été gelée au niveau qu'elle atteignait en 1999 – année où Contribuables Associés a fêté pour la première fois le jour de libération fiscale – elle ne représenterait plus aujourd'hui que **39,4 % du PIB**, et les Français auraient été délivrés, cette année, dès le 25 mai !

Année	Dépenses gelées au niveau de 1997 en % du PIB	Jour de libération théorique (gel sur 1999)	Jour de libération effectif
1999	54,0	-	17 juillet
2000	50,8	6 juillet	13 juillet
2001	48,9	29 juin	10 juillet
2002	47,3	23 juin	12 juillet
2003	45,9	18 juin	14 juillet
2004	44,1	11 juin	16 juillet
2005	42,8	7 juin	16 juillet
2006	41,0	31 mai	16 juillet
2007	39,4	25 mai	16 juillet

Et si la dépense avait été gelée à son niveau de 1997, le jour de libération fiscale tomberait le 15 mai 2007.

*En dix ans,
l'État a volé deux mois de travail
par an aux contribuables !*

... ET CE SONT LES FRANÇAIS QUI PAIENT !

*Les contribuables
des autres pays européens
sont libérés beaucoup plus tôt*

La Suède exceptée, les États membres de l'OCDE sont beaucoup plus économes que l'État français. Les contribuables y sont donc libérés beaucoup plus tôt : le 29 mai, en moyenne, contre le 16 juillet en France. En moyenne aussi, les ressortissants des pays de l'Union européenne ne travaillent pour l'État que pendant 172 jours, contre 196 pour les Français !

État	Date de libération fiscale	Jours confisqués par l'État	Retard français
Slovaquie	6 mai	125	71 jours
Irlande	9 mai	128	68 jours
Espagne	19 mai	138	58 jours
Pologne	04 juin	154	42 jours
Allemagne	15 juin	165	31 jours
Royaume-Uni	16 juin	166	30 jours
Italie	29 juin	179	17 jours
France	16 juillet	196	-
Moyenne des pays de l'Union européenne	22 juin	172	24 jours
Moyenne OCDE	29 mai	148	48 jours

Même la Suède se corrige. En cinq ans, la dépense publique y est tombée de 58,2 % à 54,8 % du PIB, la date de libération fiscale passant parallèlement du 2 août en 2003 au 20 juillet en 2007. Or, sur la même période, la dépense publique française a augmenté !

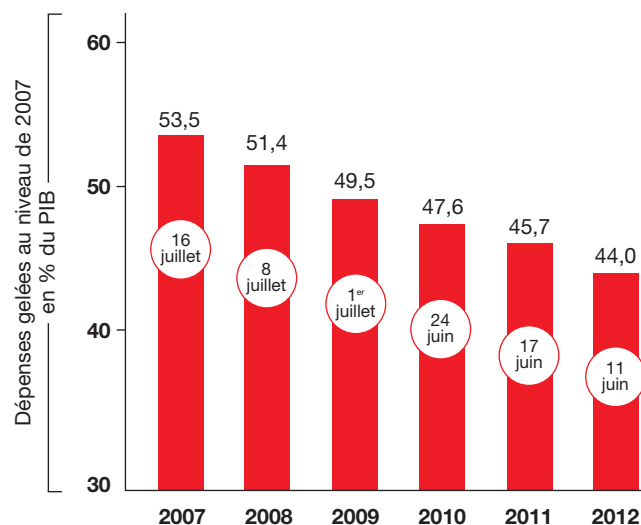
*La corvée publique dure deux mois
de plus en France qu'en Irlande*

ET SI ON GELAIT AUJOURD'HUI LA DÉPENSE PUBLIQUE ?

*Aucune baisse d'impôts
ne sera possible sans économies !*

Nicolas Sarkozy a promis de baisser les prélèvements obligatoires de 4 points de PIB, soit **34 milliards d'euros**, sur la période 2007-2012. Or il n'existe pas de vraie baisse d'impôts sans diminution de la dépense publique.

En retenant l'hypothèse d'une croissance comparable à celle de 2006, voici à quelles dates les Français seraient libérés si la dépense publique était gelée à son niveau actuel (53,5 % du PIB 2007) pendant la durée du quinquennat :



16
juillet

Jour de libération (gel sur dépenses publiques 2007)

En cinq ans, les Français gagneraient plus d'un mois de travail !

*Les contribuables attendent
du nouveau président qu'il réduise
la dépense et la dette publiques.*